**842 « L’Université libre de Bruxelles est devenue un foyer d’intolérance, de communautarisme et d’antisémitisme »**



Conférence perturbée, prières sauvages, harcèlement d’étudiants juifs... l’institution bruxelloise n’est plus un bastion de la pensée critique et du libre examen, constate le sénateur honoraire belge Alain Destexhe (Alain Destexhe est sénateur honoraire belge et a récemment publié *Mayotte : comment l’immigration détruit une société* Éditions Texquis, 2025). 08-07-2025 15h00

Bruxelles est souvent pointée du doigt pour son communautarisme religieux et sa tolérance face à l’islamisme. Autrefois phare de la laïcité, l’Université libre de Bruxelles (ULB) incarne aujourd’hui les dérives de la capitale belge.

Créée en 1834 par des francs-maçons pour garantir l’émancipation des étudiants vis-à-vis des dogmes religieux et concurrencer l’Université catholique de Louvain, l’ULB s’est longtemps voulue un bastion de la pensée critique et du libre examen. Pourtant, derrière sa devise « *Scientia Vincit Tenebras* », l’institution bruxelloise est devenue un foyer d’intolérance, de communautarisme islamiste et d’antisémitisme.

La liste des renoncements est longue. Sous couvert de débats, l’université a d’abord invité à plusieurs reprises l’islamologue Tariq Ramadan, célèbre pour avoir prôné un moratoire sur la lapidation des femmes adultères. En revanche, les interventions de la journaliste Caroline Fourest, pourtant plus en phase avec les valeurs supposées de l’ULB, ont systématiquement été houleuses, au point que l’une de ses conférences a dû être annulée.

La présence d’un crucifix reste impensable dans les auditoires et le cri de ralliement des étudiants demeure « *À bas la calotte !*» (en référence à la calotte catholique). En revanche, il serait inconcevable d’entendre *Bas les voiles !* selon le titre du beau livre de Chahdortt Djavann. Le foulard islamique, autrefois interdit comme tous les signes religieux, a d’abord été toléré, puis officiellement autorisé à partir de 2021, sans que cette atteinte à la neutralité ne suscite grand émoi.

***Les diplômés en droit de 2025 ont proposé de faire de Rima Hassan la marraine de leur promotion, suscitant une certaine émotion parmi les professeurs, dont beaucoup sont francs-maçons***

Des étudiantes voilées ont même accédé à des fonctions de représentation. Des prières collectives sauvages, organisées dans les couloirs ou sous les escaliers, sont désormais tolérées malgré une interdiction théorique. Toute tentative de rappeler les fondements de l’ULB et son universalisme est aussitôt taxée d’« islamophobie ».

Mais c’est sur la question de l’antisémitisme que l’université a touché le fond. Depuis le 7 octobre 2023, des étudiants juifs ont été harcelés verbalement et agressés physiquement sur le campus. Des pancartes antisémites ont été affichées sans susciter une réaction ferme des autorités académiques.

Pour dénoncer un « génocide à Gaza », un bâtiment a été occupé pendant sept semaines - complètement dégradé pour un montant estimé à plus de 500.000 euros - et rebaptisé du nom d’un membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), organisation classée terroriste par l’Union européenne. L’ULB a bien sûr suspendu ses partenariats institutionnels (échanges d’étudiants, projets de recherche…) avec les universités israéliennes.

Autre exemple récent de l’effondrement intellectuel de cette institution : l’affaire des écouteurs. En pleine session d’examens, un professeur a simplement demandé à des étudiantes de dégager leurs oreilles pour prévenir toute triche. Des cercles étudiants et UNIA - l’organisme public belge anti discrimination, équivalent français du Défenseur des droits - ont dénoncé une « discrimination religieuse ».

L’université n’a pas soutenu son professeur et a préféré céder, une fois de plus, aux injonctions victimaires, justifiant ces renoncements par des « accommodements raisonnables » au nom de « l’inclusivité ».

Un débat en présence de l’historien et ancien ambassadeur d’Israël en France, Elie Barnavi, a dû se tenir sous haute protection policière - le quartier étant bloqué, des centaines d’étudiants tentant de l’empêcher - mais Rima Hassan a pu intervenir l’année dernière à deux reprises sans incidents. Les diplômés en droit de 2025 ont proposé de faire de celle-ci la marraine de leur promotion, suscitant une certaine émotion parmi les professeurs, dont beaucoup sont francs-maçons, une tradition toujours respectée par le recteur de l’ULB. Sur le réseau X, Rima Hassan s’est réjouie de cette marque de reconnaissance. La décision a été reportée en septembre.